

Max Ooft

Évènements en 2021

Développements législatifs

Les développements législatifs sur les droits des peuples autochtones et tribaux sont devenus plutôt courants dans les discussions politiques et politiques au Suriname grâce à une communication médiatique solide de la part des autorités traditionnelles autochtones, réunies au sein de la VIDS (*Vereniging van Inheemse Dorpshoofden au Suriname* / Association des chefs de village autochtones du Suriname) et plusieurs protestations, manifestations et pétitions à l'Assemblée nationale (le Parlement unicaméral). Un comité présidentiel, installé par le président Chandrikapersad Santokhi en novembre 2020, a présenté un projet de loi sur les droits collectifs des peuples autochtones et tribaux au Suriname, qui a ensuite été approuvé par le gouvernement et soumis à l'Assemblée nationale en juin 2021.

L'Assemblée nationale a nommé un « commission de rapporteurs » qui a tenu un premier atelier consultatif en août 2021 et a entamé des « consultations » avec les autorités traditionnelles en décembre 2021. Ces consultations n'ont pas été approfondies et ont pris la forme de séances d'introduction avec les chefs tribaux, leur demandant de soumettre d'autres consultations par écrit. L'une des raisons de cette approche, selon la commission, est que le projet de loi actuel s'appuie sur un projet précédent qui a fait l'objet d'une large consultation sous l'administration précédente.

VIDS, ainsi que divers dirigeants marrons, ont souligné que le projet est loin d'être parfait ou suffisant mais que la reconnaissance juridique de l'existence et des droits collectifs fondamentaux des peuples autochtones et tribaux, conformément aux normes internationales, ne peut plus être retardé. Le projet de loi est considéré comme une loi-cadre uniquement, sans détails opérationnels, et contient des dispositions générales sur la reconnaissance juridique des peuples autochtones et tribaux, y compris le droit à l'autodétermination, à la reconnaissance des droits fonciers et aux droits d'usage traditionnels des ressources naturelles, aux autorités traditionnelles, le Consentement libre, préalable et éclairé (CLIP) et le partage des avantages, la culture et l'intégrité culturelle, la participation effective et les connaissances traditionnelles, entre autres. Les discussions publiques sur le projet de loi devraient commencer en février 2022. Bien que les partis politiques représentés au Parlement aient exprimé leur soutien général à la législation sur la terre et les autres droits des peuples autochtones et tribaux (qui fait toujours défaut dans la législation surinamaïse), il faut s'attendre à beaucoup de débats sur des questions telles que les droits sur les ressources naturelles, les droits préexistants des tiers et la démarcation en suspens des terres traditionnelles.

Une autre question législative très débattue est un projet d'amendement à la loi existante sur les Principes de la politique foncière domaniale, qui permettrait aux titulaires de baux fonciers de convertir leur titre en un titre de pleine propriété. Cela rendrait encore plus difficile le retour de ces terres sur les territoires traditionnels des peuples autochtones ou tribaux. Le VIDS a publié une déclaration ferme et une pétition

au Parlement pour suspendre les discussions sur le projet d'amendement jusqu'à ce que les droits (fonciers) des peuples autochtones aient été garantis. Le projet d'amendement s'est également heurté à une résistance des partis politiques (y compris au sein du gouvernement de coalition) et d'autres groupes, car ils craignaient que cela ne permette à de grands propriétaires terriens, y compris des étrangers, de s'approprier des milliers, voire des millions d'hectares. Les femmes chefs autochtones ont été à l'avant-garde de l'opposition au projet de loi susmentionné sur la conversion des terres, qui permettrait au gouvernement de convertir les titres à bail en titres de propriété, même au sein des territoires autochtones. Les chefs ont remis une pétition au Parlement en août exprimant leur inquiétude face au projet de loi et à la non-reconnaissance persistante des droits des peuples autochtones.² Les discussions au Parlement ont été retardées mais ont repris au début de 2022, ce qui a résisté.

Les chefs de village autochtones de tout le pays se sont réunis en décembre 2021 pour discuter de ces questions brûlantes et d'autres, lors d'une « mini conférence » de VIDS qui s'est tenue dans le village de Powaka. Une résolution a été adoptée dans laquelle, outre les problèmes de droits fonciers mentionnés ci-dessus, des inquiétudes ont également été exprimées concernant un accord de compensation carbone de 50 millions de dollars entre le gouvernement et Total Oil, qui n'a même pas été mentionné aux autorités traditionnelles même si l'accord dit que cela profitera aux communautés locales.

Les activités non transparentes d'ONG environnementales multinationales bien connues ont également été critiquées et de vives inquiétudes ont de nouveau été exprimées concernant la pollution continue au mercure des terres et des rivières par l'extraction de l'or, la déforestation légale et illégale, la construction de routes et les pistes d'atterrissage illégales dans l'intérieur du pays. Les chefs traditionnels ont également réitéré – pour la énième fois – leur demande d'application intégrale de l'arrêt Kaliña & Lokono de la Cour interaméricaine des droits de l'homme datant de 2015 et toujours inachevé.³

La résolution a été soumise au gouvernement et discutée lors d'une réunion de haut niveau avec le président, le vice-président et d'autres, ce qui a donné lieu à des réponses vagues.

La situation des droits de l'homme dans l'État du Suriname a été examinée par le Conseil des droits de l'homme lors de son troisième examen périodique universel (EPU), tenu en novembre 2021.⁴ De nombreuses remarques et recommandations ont été faites sur (le manque de reconnaissance) des droits des peuples autochtones et tribaux, y compris une soumission conjointe de VIDS avec Mulokot et Cultural Survival⁵, à laquelle l'État n'a répondu que par quelques commentaires généraux décrivant superficiellement les processus en cours.

COVID-19

Le Suriname a été durement touché par la pandémie de COVID-19 en 2021, en particulier en raison de la diffusion généralisée de la variante Delta, atteignant une position regrettable au sein des 40 premiers pays avec le plus grand nombre de décès par million dus au COVID-19.⁶ Les peuples autochtones étaient n'a pas été épargné et,

comme l'année précédente, l'incidence ainsi que le taux de mortalité chez les Autochtones ont été significativement plus élevés que chez les autres groupes ethniques. Parmi les décès dus au COVID-19 figurait le président du VIDS, le chef Theo Jubitana.⁷ Entre-temps, le gouvernement du Suriname a inclus le VIDS dans ses délibérations sur les questions de santé et de COVID-19, et le chef d'un convoi spécial, envoyé par les Pays-Bas au Suriname en 2021 pour une assistance COVID-19, a rencontré le VIDS pour discuter de stratégies plus efficaces, en particulier en ce qui concerne les communications et la vaccination.⁸ Le taux de vaccination contre le COVID-19 est généralement faible au Suriname, et plus encore parmi les peuples autochtones, en raison, entre autres, d'une information limitée, de la méfiance et d'une forte croyance dans la médecine traditionnelle.⁹ Diverses femmes autochtones et leurs organisations ont commencé à fabriquer des masques faciaux dans le but de limiter la propagation du COVID-19 et de créer en même temps une source alternative de revenus.¹⁰ La formation à la fabrication des masques faciaux conformément aux normes d'hygiène a commencé fin 2021 bien que divers villages aient déjà fabriqué des masques dans le cadre d'une précédente initiative VIDS.

Les femmes et les filles autochtones seront également les principales actrices d'une autre initiative qui vient de démarrer. En collaboration avec l'organisation de la société civile, *Stichting Projekta*, VIDS mettra en œuvre un projet parrainé par le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes visant à renforcer les mécanismes de soutien des communautés locales aux femmes et aux filles autochtones de l'intérieur.¹¹

Autres développements

Le chef suprême du peuple Trio au Suriname, le granman Ashongo Alalaparoe, est décédé en novembre 2021. Peu de temps auparavant, il avait transmis son rôle à son successeur, Jimmy Toeroemang.¹² Les villages autochtones du Suriname, sous la coordination et le soutien du VIDS, développeront des protocoles régionaux de CLIP simultanément avec l'organisation marronne KAMPOS. Bien que cette initiative fasse partie d'un projet de préparation à la REDD+ coordonné par le PNUD, il servira de nombreux autres objectifs plus larges, notamment à la lumière de la nouvelle législation attendue sur les droits collectifs des peuples autochtones et tribaux au Suriname. Les projets de protocoles seront soumis à vérification par les communautés autochtones en 2022.

L'institut de recherche agricole CELOSs a signé un accord « TK-FPIC » avec des villages autochtones et marrons qui définit les objectifs et les conditions de documentation et éventuellement de publication des recherches sur les cultures vivrières traditionnelles et leurs savoirs traditionnels (ST) associés.¹³

Le Fonds monétaire international (FMI) a approuvé un programme de soutien au titre de son mécanisme élargi de financement (FEP) d'un montant de 688 millions USD sur trois ans (avec un décaissement immédiat de 55,1 millions USD)¹⁴ à l'appui du plan de relance et de croissance de le gouvernement surinamais. L'autorité autochtone traditionnelle VIDS s'est dite préoccupée par le fait que les mesures d'ajustement

économique seraient ressenties le plus durement dans les communautés de l'intérieur et a demandé une attention particulière au gouvernement pour atténuer les impacts.¹⁵

Notes and références

1. The population is highly ethnically and religiously diverse, consisting of Hindustani (27.4%), Maroons ("Bush negroes", 21.7%), Creoles (16%), Javanese (14%), mixed (13%), Indigenous Peoples ("Amerindians", 3.8%) and Chinese (1.5%) (census 2012). At least 15 different languages are spoken on a daily basis in Suriname but the only official language is Dutch, while the *lingua franca* used in less formal conversations is *Sranan Tongo* (Surinamese).
2. De Nationale Assemblée van de Republiek Suriname. "Inheemse vrouwelijke gezagdragers brengen zorgpunten onder aandacht DNA-voorzitter." <https://www.dna.sr/nieuws/inheemse-vrouwelijke-gezagdragers-brengen-zorgpunten-onder-aandacht-dna-voorzitter/>
3. Inter-American Court of Human Rights. "Inter-American Court of Human Rights Case of the Kaliña and Lokono Peoples V. Suriname. Judgment of November 25, 2015. (Merits, Reparations and Costs)." http://www.corteidh.or.cr/docs/casos/articulos/seriec_309_ing.pdf
4. OHCHR. "Universal Periodic Review – Suriname. Third Cycle." 2021. <https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/UPR/Pages/SRindex.aspx>
5. VIDS Facebook page. April 21, 2021. <https://nl-nl.facebook.com/VIDSSuriname/posts/1557485747778451>; The Mulokot Foundation, the Association of Village Leaders Suriname (VIDS), and Cultural Survival. "Observations on the State of Indigenous Human Rights in Suriname prepared for United Nations Human Rights Council: Universal Periodic Review. March 2021." https://www.culturalsurvival.org/sites/default/files/UPR%20Suriname%202021_%20CS%20-MF-VIDS%20%281%29.pdf
6. Worldometer. "COVID-19 Corona Virus Pandemic." <https://www.worldometers.info/coronavirus/>
7. VIDS Facebook page. July 26, 2021. [https://www.facebook.com/VIDSSuriname/posts/1630472410479784?_cft__\[0\]=AZX5E4U0tGbnMuUTZm6MmBftp4YCW0XayFEUSKDXfz_FimmjuUSvLzC5fl8iml5DC-9vh8fE5eU8Z1wMYBzMNXYQkl0q_dUdlf6eHtFRT_buZT5JHIQf7oOjfkOCXFvQ3Yxl1-m6fyxCwDxjog4BEP10B4-xerZjZ5w05Tij0k W5FUIYOh8ri02cq7NCds&_tn_=%20%2CP-R](https://www.facebook.com/VIDSSuriname/posts/1630472410479784?_cft__[0]=AZX5E4U0tGbnMuUTZm6MmBftp4YCW0XayFEUSKDXfz_FimmjuUSvLzC5fl8iml5DC-9vh8fE5eU8Z1wMYBzMNXYQkl0q_dUdlf6eHtFRT_buZT5JHIQf7oOjfkOCXFvQ3Yxl1-m6fyxCwDxjog4BEP10B4-xerZjZ5w05Tij0k W5FUIYOh8ri02cq7NCds&_tn_=%20%2CP-R)
8. VIDS Facebook page. December 31, 2021. <https://nl-nl.facebook.com/VIDSSuriname/posts/1742289662631391>
9. VIDS. "Voorlichting over COVID-19 Vaccin Hoognodig." VIDS, April 5, 2021. <https://vids.sr/voorlichting-over-covid-19-vaccin-hoognodig/>
10. VIDS Facebook page. December 15, 2021. [https://www.facebook.com/VIDSSuriname/posts/1731439510383073?_cft__\[0\]=AZWlaoHIVJRV3xXZU 2e3HuPNgvt3rKYMMUbMKTkCa5-B988i_zDw6-XqhH5sS1Mlp\]1zpKE94mLoj6 056m9G7QImEZi7LYQy5DouNxbgQ_dbjFn40Pybaa7f_vpBM0BHKas5Vuvq04_rRNioZFimmdXSELVYcsjhvE4HjhtXbY6U9qDLs5vrS-lxh2KUmjE&_tn_=%20%2CP-R](https://www.facebook.com/VIDSSuriname/posts/1731439510383073?_cft__[0]=AZWlaoHIVJRV3xXZU 2e3HuPNgvt3rKYMMUbMKTkCa5-B988i_zDw6-XqhH5sS1Mlp]1zpKE94mLoj6 056m9G7QImEZi7LYQy5DouNxbgQ_dbjFn40Pybaa7f_vpBM0BHKas5Vuvq04_rRNioZFimmdXSELVYcsjhvE4HjhtXbY6U9qDLs5vrS-lxh2KUmjE&_tn_=%20%2CP-R)
11. VIDS Facebook page. November 25, 2021. <https://www.facebook.com/VIDSSuriname/videos/untf-projekta-vids-vids-en-projekta-slaan-handen-ineen-inheemsen-in-actie-tegen-/580557609901040/>
12. VIDS Facebook page. September 17, 2021. [https://www.facebook.com/VIDSSuriname/posts/1668099840050374?_cft__\[0\]=AZUbuUWWikjCL6KfTlsmf1pi-sd4OL_HEGbl1Y0T74WNjAoqG3CdPBbYeQ_uhDDWSV2Zl5Mg9-HNXLW20hFFv9pmgkfCeGryjBH0um6KXjJU4N2zqwm cRb01CK40rMo9xDs-ZfdgB1vDiCQcQna-gXD7P9pglQJf6jyf5xUOVFnuCD1M-1CVKpQA0ChbE5KVreR-E&_tn_=%20%2CP-R](https://www.facebook.com/VIDSSuriname/posts/1668099840050374?_cft__[0]=AZUbuUWWikjCL6KfTlsmf1pi-sd4OL_HEGbl1Y0T74WNjAoqG3CdPBbYeQ_uhDDWSV2Zl5Mg9-HNXLW20hFFv9pmgkfCeGryjBH0um6KXjJU4N2zqwm cRb01CK40rMo9xDs-ZfdgB1vDiCQcQna-gXD7P9pglQJf6jyf5xUOVFnuCD1M-1CVKpQA0ChbE5KVreR-E&_tn_=%20%2CP-R)
13. GFC Nieuws. "Inheemse dorpen en Celos slaan handen ineen voor duurzaam behoud traditionele gewassen." GFC Nieuws, December 24, 2021. <https://www.gfcnieuws.com/inheemse-dorpen-en-celos-slaan-handen-ineen-voor-duurzaam-behoud-traditionele-gewassen/>
14. International Monetary Fund (IMF). "IMF Executive Board Approves Extended Arrangement Under the Extended Fund Facility for Suriname." IMF, December 22, 2021. <https://www.imf.org/en/News/Articles/2021/12/22/pr21400-imf-executive-board-approves-extended-arrangement-under-the-extended-fund-facility-suriname#:~:text=Washington%2C%20DC%20%3A%20The%20Executive%20Board,or%20366.8%20percent%20of%20quota>
15. VIDS Facebook page. January 13, 2022. [https://www.facebook.com/VIDSSuriname/posts/1751714728355551?_cft__\[0\]=AZVNnYXVAYL5z rYSRz-P707me4p6pjhZHT2IqslbGQJUhhs4uWkjoUOcClj9YBODawtu_g0y7MjKT-FYxA9rMP1avnnZNIKjGOea_jM1EsLtbC0d5S9uzQH93uw4C0SMMbVG9j7K-rzFAGcnSJFpAnCQYocG35Z3dl3np094JfGo3trKuR9r2ofaj7TE&_tn_=%20%2CP-R](https://www.facebook.com/VIDSSuriname/posts/1751714728355551?_cft__[0]=AZVNnYXVAYL5z rYSRz-P707me4p6pjhZHT2IqslbGQJUhhs4uWkjoUOcClj9YBODawtu_g0y7MjKT-FYxA9rMP1avnnZNIKjGOea_jM1EsLtbC0d5S9uzQH93uw4C0SMMbVG9j7K-rzFAGcnSJFpAnCQYocG35Z3dl3np094JfGo3trKuR9r2ofaj7TE&_tn_=%20%2CP-R)

Max Ooft est responsable des politiques au Bureau de l'Association des chefs de village autochtones au Suriname (Vereniging van Inheemse Dorpshoofden au Suriname, VIDS).
Traduction par le GITPA